

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 403 / Mars 2024

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 4<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2023

Au dernier trimestre de l'année 2023, l'économie des îles Wallis et Futuna semble marquer le pas, avec une inflation record et une nette baisse du niveau des importations, en valeur. Si l'emploi dans le secteur privé évolue peu, l'importation de biens d'équipement et l'encours des crédits d'investissement ont atteint des niveaux globalement élevés en 2023, synonymes de croissance du secteur. Avec un retour du trafic international au niveau pré-COVID et peu de bateaux de plaisance, le développement du tourisme semble toujours à la peine sur le territoire fin 2023.

### L'inflation continue d'augmenter et les importations baissent

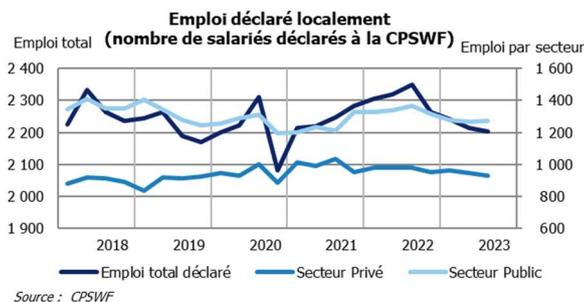
#### Une inflation annuelle record qui dépasse la barre des 5 %

Les prix augmentent de **1,2 %** au quatrième trimestre, après la hausse de 1,5 % au trimestre précédent. Alors que les prix de l'énergie remontent en glissement trimestriel (+4,8 %), ceux de l'alimentation (+0,1 %) et des produits manufacturés (-0,8 %) restent stables. L'augmentation des prix des services (+3,2 %) s'est accélérée sur ce dernier trimestre.

Sur les 12 derniers mois, les prix ont augmenté de **5,3 %** à Wallis-et-Futuna soit la plus forte augmentation depuis 2012. Les prix des services contribuent particulièrement à cette hausse, ces derniers ayant crû de 9 % sur un an, soit la plus forte augmentation observée depuis 2008. Les prix de l'alimentation (+6,2 %) et des produits manufacturés (+2,7 %) sont eux aussi en hausse quand ceux de l'énergie semblent se stabiliser (-0,9 %), sur un an.



#### L'emploi reste stable malgré des évolutions hétérogènes dans le secteur privé



2 203 salariés sont déclarés à la CPSWF fin septembre 2023 (dernières données complètes) contre 2 213 fin juin 2023. **L'emploi continue de baisser**, autant en rythme trimestriel (-0,5 %) qu'en rythme annuel (-6,2 %). Cela concerne aussi bien le secteur public que le secteur privé en glissement annuel. Cependant le secteur public a connu une légère croissance par rapport au troisième trimestre (+0,5 %).

L'emploi privé affiche des dynamiques variables selon les secteurs d'activité. Le commerce gagne 6,3 % en un trimestre tandis que le BTP perd 8 % et les services 8,2 %. Le secteur de l'industrie et artisanat reste stable avec 83 employés au dernier trimestre 2023 contre 84 au trimestre précédent.

## Ménages : l'importation des biens de consommation chute

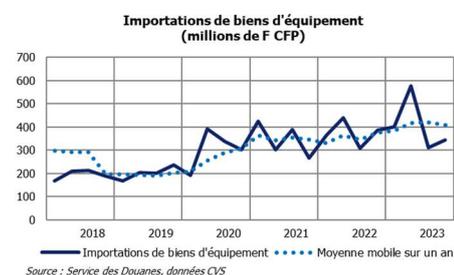
**Les importations de biens de consommation baissent considérablement en valeur par rapport au trimestre précédent (-24,7 %, CVS) et ce, malgré une inflation très élevée.** En volume, elles baissent de 39,7 %. Sur un an cette baisse est encore plus marquée : les importations de biens de consommation ont baissé de 38 % (CVS) en valeur et 47% en volume par rapport au dernier trimestre de 2022. Cependant il faut souligner que le dernier trimestre 2022 était un point haut et que les niveaux atteints durant les trois premiers trimestres de 2023 furent élevés.

Les importations des biens d'équipement du foyer sont les premières impactées avec une baisse de 35,2 % (données CVS) sur 3 mois et 51,7 % sur un an, soit des importations divisées par 2 en valeur par rapport au dernier trimestre de 2022.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs baisse légèrement (14 véhicules contre 19 au trimestre précédent), mais reste sur un niveau comparable à l'année 2022 à la même époque (14 véhicules immatriculés au quatrième trimestre 2022). Les consommations d'essence (-3,5 %) et de gasoil (-2,4 %) sont toutes deux en baisse par rapport au dernier trimestre de l'année 2022.

Les crédits à la consommation, qui représentent 90 % des encours bancaires de crédits aux ménages, continuent de croître en valeur (+2,5 % en glissement annuel), tandis que les crédits à l'habitat progressent de 28,4 % en un an à fin décembre 2023, en raison de nouvelles déclarations d'établissements de crédits non installés sur le Territoire. La prise en compte de ces nouveaux établissements permet à l'encours de crédits aux ménages de dépasser pour la première fois la barre des 2 milliards de F CFP. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en hausse ce dernier trimestre (+4,6 %), passant de 282 à 295 personnes. Sur un an, ce chiffre a progressé de 5 %, signe d'une augmentation de la vulnérabilité des ménages. En revanche, après une forte augmentation en 2022, le **nombre d'incidents de paiement par chèque continue sa décline en 2023** et baisse de 4,9 % en glissement trimestriel alors que le nombre de chèques compensés a augmenté de 4 %. De même, le taux de créances douteuses des ménages poursuit sa baisse de long terme et atteint un niveau historiquement bas de 1,8 %.

## Une dynamique contrastée pour les entreprises



Les importations de **biens d'équipement** destinés aux entreprises remontent légèrement en valeur (+6,9%) et en volume (+4,5 %) au quatrième trimestre, après avoir chuté au trimestre précédent. Malgré l'inflation, leur niveau reste cependant plus faible qu'à la même période en 2022 (343M F CFP contre 386M F CFP).

32 véhicules utilitaires ont été immatriculés au quatrième trimestre 2023, 10 de plus qu'au trimestre précédent mais 9 de moins qu'à la même période en 2022.

Le taux de créances douteuses brutes des entreprises continue sa décroissance de long terme et atteint 0,51 % (contre 0,55 % au quatrième trimestre 2023 et 0,7 % au quatrième trimestre 2022).

Les **encours de crédits des entreprises** ont augmenté sur les 12 derniers mois et s'établissent à 1,683 milliard de F CFP fin décembre contre 1,361 milliard un an plus tôt. Les crédits d'investissement progressent de 23,7 % sur la même période et atteignent 1,4 milliard de F CFP. Les crédits d'exploitation, considérablement moindres, sont aussi en hausse par rapport au dernier trimestre de 2022 (+53,5%).

## Des importations qui semblent plafonner

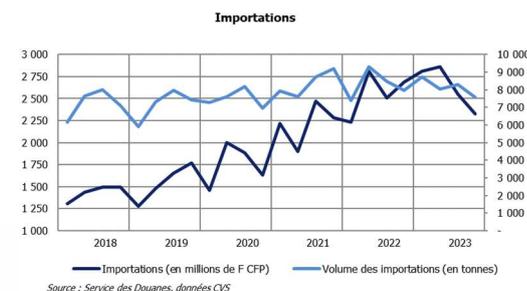
La baisse des importations se poursuit au dernier trimestre 2023, en valeur comme en volume.

Si en 2023, la valeur des importations totales atteint un point haut (10,6 milliards de F CFP) avec une croissance de 3 % par rapport à 2022, en volume, elle se contracte de 1,7 %, cette différence s'expliquant en partie par l'augmentation du prix du fret et des prix à la consommation.

Les recettes douanières se contractent au quatrième trimestre en lien avec la baisse des importations en valeur: -4,8 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'ensemble des recettes douanières et taxes ce trimestre a néanmoins rapporté 725 millions de F CFP au Territoire, soit 13 % de plus qu'au trimestre précédent, grâce notamment à d'importantes recettes des taxes maritimes.



Source : Service des Douanes, données CVS



## Economie locale : le commerce toujours dynamique, le BTP stable

### L'activité du BTP reste à un niveau élevé



Source : Service des Douanes, données CVS

La valeur des importations de ciment reste relativement stable depuis le milieu de l'année 2022. Cette dernière est en légère baisse (-0,4 %) par rapport au quatrième trimestre de l'année 2022. Néanmoins, avec près de 3600 tonnes en 2023, le volume des importations de ciment est à son niveau le plus élevé depuis 2014. En effet, après trois années consécutives de hausse, le secteur du BTP continue sur sa lancée en 2023 grâce à la commande publique. Plusieurs chantiers d'envergure sont en cours, notamment à l'aéroport de Veleva, la nouvelle cité administrative à Futuna ou aux Archives et à l'Administration Supérieure à Wallis.

Les effectifs salariés du secteur sont néanmoins en légère baisse de 1,6 % en glissement annuel, avec 127 employés déclarés (contre 138 trois mois plus tôt et 129 un an plus tôt). Le niveau d'emploi déclaré dans le secteur du BTP a cependant doublé durant ces trois dernières années.

### Emploi record dans le commerce, malgré des importations en berne

À l'image des importations dans leur globalité, les importations de biens de consommation baissent à la fois en volume et en valeur par rapport au troisième trimestre 2023. Après une tendance nettement haussière pour les importations entre 2018 et 2022, l'année 2023 semble marquer le pas. La chute du niveau des importations de biens de consommations au quatrième trimestre vient miner le bon démarrage de l'année 2023. Aussi bien en volume qu'en valeur, les importations de biens de consommation sont en baisse par rapport au trimestre précédent (-24,7 % en valeur) et à la même époque en 2022 (-38 % en valeur).

Le commerce comptait près de 407 employés fin septembre 2023, soit 24 de plus qu'au trimestre précédent. Dépassant pour la première fois le seuil de 400 employés, le secteur poursuit sa croissance amorcée au début de l'année 2019 où il employait environ 300 personnes.

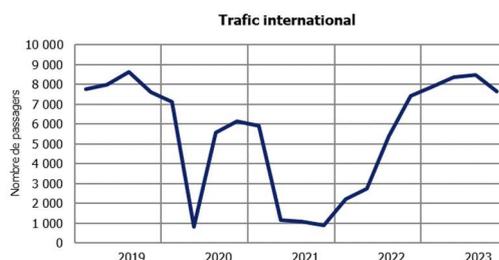
Le secteur du commerce est un pilier de l'économie de Wallis-et-Futuna. La baisse progressive de l'autoconsommation par les ménages (passée de 38 % à 23 % de la consommation alimentaire entre 2006 et 2020<sup>1</sup>) profite aux commerçants, mais il est difficile d'affirmer dans quelle mesure elle profite aux producteurs locaux. Cette consommation est aussi soutenue par les revenus des habitants, et particulièrement les employés du secteur public, dont la masse salariale a augmenté de 29 % en trois ans.

### Le trafic international retrouve un niveau comparable à 2019

#### Le trafic aérien international est revenu sur ses niveaux pré-COVID.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2023, la fréquentation des vols internationaux augmente de 2,5 % (données CVS) par rapport au trimestre précédent. Avec un total de 31 341 passagers en 2023 contre 32 204 en 2019 le trafic international semble avoir terminé son rattrapage mais souffre d'un manque de dynamisme puisqu'il est comparable aux chiffres de 2013 (32 816 passagers). Cette stagnation reste cependant remarquable étant donné la chute démographique que connaît le territoire depuis 2003.

Le trafic entre les îles Wallis et Futuna diminue cependant de 4,4 % au quatrième trimestre (données CVS).



Source : Aviation civile, chiffres désaisonnalisés par l'IEOM

<sup>1</sup> Enquête budget des familles à Wallis et Futuna – 2020

## La conjoncture régionale et internationale

### LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE ALORS QUE L'INFLATION RECULE TOUT EN DOUCEUR

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2024, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,1 % en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions du mois d'octobre. La croissance mondiale devrait rester inchangée en 2024 et se maintenir à 3,1 %. Malgré le niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation et le retrait de dispositifs budgétaires dans un contexte de fort endettement, l'économie mondiale s'avère résiliente et l'inflation recule plus vite que prévu. En effet, après avoir atteint 6,9 % en 2023, l'inflation mondiale devrait s'établir à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,2 % au trimestre précédent. Les dépenses publiques et privées ont contribué à cette dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2023, le PIB a progressé de 2,5 % selon le FMI, soit une révision à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre. La croissance devrait ensuite ralentir en passant à 2,1 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025, à cause des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre.

Dans la zone euro, le PIB est resté stable au quatrième trimestre, alors qu'il avait enregistré une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque le Portugal et l'Espagne enregistrent des hausses trimestrielles importantes (+0,8 % et +0,6 %) à l'inverse de l'Irlande et de l'Allemagne qui ont vu leur PIB se contracter (-0,7 % et -0,3 %). Fin décembre, l'inflation s'est établie à 2,9 % contre 2,4 % en novembre. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a été de 0,5 % selon le FMI. En 2024, elle pourrait s'établir à 0,9 % soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux prévisions d'octobre, grâce à l'augmentation du revenu disponible réel.

En France, le PIB est stable au quatrième trimestre selon l'Insee. L'investissement des entreprises et la consommation des ménages ont ralenti (-0,7 % et -0,1 %) alors que le commerce extérieur marque un rebond qui contribue positivement à la croissance (+1,2 point). En effet, les importations diminuent fortement (-3,1 %), tandis que les exportations restent quasi stables (-0,1 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 0,9 % selon l'Insee.

Au Japon, le PIB enregistre un modeste rebond de 0,2 % au quatrième trimestre, soutenu par la consommation des ménages et la reprise du tourisme international dans le pays. Sur l'ensemble de l'année, la croissance nipponne s'établit à 1,9 % selon le FMI, mais devrait ralentir et progresser de 0,9 % en 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB croître de 4,1 % en 2023. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,7 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,4 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+3,0 %). En 2024, le FMI prévoit une croissance maintenue à 4,1 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon

### LA REDUCTION DES PRESSIONS INFLATIONNISTES SE CONFIRME DANS LA REGION

L'inflation a atteint son pic et confirme son ralentissement dans la plupart des économies de la zone Asie-Pacifique : lente décline de l'inflation en Australie, Nouvelle-Zélande et au Japon, combinée à un ralentissement de l'activité économique. L'Indonésie se caractérise par une croissance élevée et une inflation qui se maintient dans la borne de fluctuation cible de la banque centrale.

En **Australie**, le rythme de progression de l'activité est relativement stable depuis le quatrième trimestre 2022 : en glissement annuel, la croissance s'élève à 2,1 % au troisième trimestre 2023, après 2,0 % le trimestre précédent. La croissance trimestrielle se réduit pour atteindre 0,2 % - niveau le plus faible depuis le troisième trimestre 2022 - en raison notamment d'une contribution négative du commerce extérieur (-0,6 points de pourcentage). L'inflation se contracte pour le quatrième trimestre consécutif et atteint 4,1 % en décembre (après 5,4 % en septembre), soit le niveau le plus bas depuis le quatrième trimestre 2021. L'accroissement des prix étant toujours supérieur à sa fourchette cible de 2 % à 3 %, la *Reserve Bank of Australia* poursuit sa politique monétaire restrictive en relevant de 25 ppb son taux directeur à 4,35 % le 18 novembre. De son côté, le marché du travail reste tendu (faible remontée du taux de chômage à 3,9 % au quatrième trimestre).

La croissance **néo-zélandaise** poursuit sa baisse et entre en territoire négatif au troisième trimestre, en glissement annuel (-0,6 % contre +1,5 % au trimestre précédent) comme trimestriel (-0,3 % contre +0,5 % au trimestre précédent). En variation trimestrielle, la contraction s'explique par une réduction de la consommation privée (-0,6 %), des dépenses publiques (-1,8 %) et de l'investissement (-3,4 %). Cette baisse d'activité est par ailleurs amplifiée par une dégradation de la balance commerciale (-2,6 % d'exportations et +0,3 % d'importations). Alors que le pic a été atteint en juin 2022, l'inflation se réduit de façon progressive et atteint 4,7 % en décembre contre 5,6 % en septembre. En dépit d'un niveau d'accroissement des prix toujours supérieur à sa cible (fixée entre 1 % et 3 %), la *New Zealand's central bank* a maintenu son taux directeur inchangé : 5,50 %. Du côté du marché du travail, le taux de chômage progresse modérément depuis le point bas historique du premier trimestre de 2022 et s'élève à 4,0 % au quatrième trimestre.

En **Indonésie**, la croissance se maintient à un niveau élevé : 5,0 % au quatrième trimestre en glissement annuel, contre 4,9 % au trimestre précédent. Sur un rythme trimestriel, la croissance est positive (+0,5 %) mais se réduit pour le troisième trimestre consécutif du fait d'une forte décélération de la croissance de l'investissement à 2,6 %, à l'approche des élections présidentielles de février 2024. En parallèle, les dépenses publiques augmentent fortement (+39,1 %). Le taux d'inflation s'accroît légèrement pour atteindre 2,6 % en décembre (contre 2,3 % en septembre) mais reste entre les deux bornes de 2 % et 4 % fixées par la banque centrale. La *Bank Indonesia* n'a donc pas modifié son taux directeur. Ce dernier a été fixé à 5,75 % depuis la réunion du 19 janvier 2023 et n'a pas évolué au cours de l'année. Le marché du travail continue de se tendre comme en témoigne la décline du taux de chômage, estimé à 5,3 % au troisième trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Ministry of International Affairs & Communications of Japan, National Bureau of Statistics of China, Reserve Bank of Fiji, Bank of Papua New Guinea

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : V. de RAULIN - Rédaction : A. BEAUFILS  
Éditeur et imprimeur : IEOM